

L'Etat fort est le système de domination politique de la grande bourgeoisie monopoliste, qui fait ainsi coïncider ses intérêts politiques avec ses intérêts économiques. Dès lors toute tactique de lutte réformiste ne se heurte plus à un capitaliste, auquel des concessions économiques peuvent être arrachées par la simple imposition d'un rapport de forces suffisant au niveau local, mais à un appendice particulier de l'Etat lui-même. Toute concession exige donc désormais une lutte d'envergure et d'emblée objectivement politique contre l'arc-boutant du capitaliste local dans l'entreprise, c'est-à-dire l'Etat bourgeois tout entier. Les luttes ouvrières en s'affrontant ainsi, pratiquement en toute action, à l'ensemble du système politique de la bourgeoisie, ne peuvent triompher qu'en engageant une bataille d'ensemble contre l'Etat. Ce qui ne signifie nullement la grève générale en toute circonstance mais au moins la compréhension du degré de résistance de l'adversaire de classe, et par conséquent de l'ampleur de l'effort à fournir.

Ce qui est une circonstance favorisant l'action révolutionnaire devient évidemment pour l'orientation réformiste du P.C.F. un obstacle quasi insurmontable. D'autant plus que la situation difficile du capitalisme français ne l'incite pas aux concessions envers le mouvement ouvrier. Toute lutte engagée risque dès lors de prendre rapidement l'allure d'un combat politique global, remettant en cause le précaire « statu quo » social, que la bureaucratie vise à préserver, tant il est le terrain sur lequel elle prospère.

Comme son maintien à la tête du prolétariat organisé exige pourtant qu'elle obtienne quelques résultats substantiels, elle tente à nouveau de recourir aux expédients traditionnels : de semaines de luttes en journées d'actions, les succès sont finalement minces, car la conscience ouvrière se pénètre, elle, de l'inanité de telles parodies. La désaffection et le désintérêt qu'ont rencontrés les récentes campagnes du P.C.F. et de la C.G.T. en témoignent.

2) Le réformisme comme stratégie du pouvoir.

La démocratie avancée n'étant pas de l'aveu même du P.C.F., le socialisme, elle implique donc le maintien des rapports de production capitalistes. Toutes les mesures préconisées s'appliquent dans ce cadre : les nationalisations prévues par le programme sont destinées à baigner dans un entourage industriel capitaliste, de plus comme le monopole du commerce extérieur ne saurait être préconisé dans ces conditions, viennent s'ajouter encore les lois du marché international impérialiste. L'expérience du Front Populaire et de la Libération ont montré la signification des nationalisations dans un tel contexte ; ou bien ce sont des nationalisations « déficitaires » : l'Etat prend en charge les secteurs non rentables ; ou bien elles sont la couverture légale d'une exploitation privée dépendant du circuit capitaliste national et international.

La bourgeoisie n'a pas besoin du réformisme du P.C.F. dans ce domaine, elle possède le sien propre. Le modernisme capitaliste, dont une aile du patronat se fait aujourd'hui le défenseur n'est rien d'autre que le besoin de rationalisation dont la monnaie d'échange pourrait être l'octroi de quelques concessions tangibles au mouvement ouvrier, en compensation de sa bonne volonté dans le nouveau contrat social qui le lierait au capitalisme éclairé.

En fait, les seules bases possibles d'application du programme nécessiteraient la modification totale des rapports sociaux existant ; par le monopole du commerce extérieur et le contrôle politique des travailleurs sur leurs « nationalisations » au moyen de leurs organismes élus. Mais une telle perspective, c'est déjà le socialisme, et elle passe par la destruction préalable de l'Etat bourgeois ; en l'excluant, le P.C.F. s'interdit toute possibilité d'action dans la sphère même de la démocratie avancée. De cette contradiction résulte précisément la vanité du programme.

3) Les couches moyennes.

Le P.C.F. consacre beaucoup d'efforts à gagner la petite bourgeoisie et les couches moyennes. A les gagner non à la cause du socialisme mais à celle de la démocratie avancée. Pour ce faire, le programme reproduit purement et simplement les revendications les plus objectivement réactionnaires des paysans, artisans, et petits commerçants ; par exemple : défense de la petite exploitation familiale, du petit commerce, de la petite industrie, etc. Aux couches moyennes, il parle le langage des cadres et la direction de la C.G.T. indique qu'il n'y a aucun désaccord fondamental entre sa centrale et la C.G.C.

Ignorant délibérément le délabrement historique de ces couches, le P.C.F. stipule même que leur accord est absolument indispensable au bon fonctionnement du régime de démocratie avancée.

Que la neutralité bienveillante de la petite bourgeoisie et des couches dites moyennes soient nécessaires au prolétariat dans son chemin vers le pouvoir, cela est certain depuis longtemps. Que ces catégories subissent aujourd'hui une offensive en règle du grand capital ne rend que plus nécessaire une action du mouvement ouvrier dans leur direction.

Mais celle-ci ne saurait être engagée sans un minimum d'analyse de leur place dans la société française.

Broyées par la structuration monopoliste et la mise en place de l'Etat fort, les couches petites bourgeoises perdent chaque jour le minimum de perspectives qu'elles pouvaient posséder. Ce n'est qu'à l'extérieur de leurs horizons politiques complètement bouchés qu'elles peuvent en trouver de nouvelles. Si le prolétariat ne leur montre pas la voie, elles se tournent vers des formes de résistance désespérées, qui font rapidement basculer certains éléments dans le camp de la réaction. Le P.C.F. en leur proposant une alliance électorale par l'intermédiaire de prétendus représentants politiques de la petite bourgeoisie prend ses illusions pour des réalités. Désintégrée sur le plan social, la petite bourgeoisie l'est également au niveau politique. Non seulement, il n'existe plus de lieu (Parlement, etc.), où des groupes de pression l'utilisant pourraient se faire entendre, mais elle ne possède plus aucune représentation politique à un quelconque niveau. Tous ceux qui apparaissent aux yeux du P.C.F. comme les dépositaires des intérêts de ces couches moyennes ne font qu'utiliser le peu de confiance que leur donne encore une partie de la petite bourgeoisie pour la déposer dans les mains de la grande. Sinon, pourquoi le P.C.F. boude-t-il Servan Schreiber quand il fait la cour au parti radical ?

Une politique de classe consisterait à drainer la petite bourgeoisie dans le camp du prolétariat en démontrant avec fermeté les capacités de lutte du prolétariat contre le régime capitaliste ; en s'abstenant de toute forme d'action énergique contre le capitalisme, le P.C.F. tend aux couches moyennes des bras qu'elles trouvent bien faibles et qu'elles pourraient dédaigner en raison de leur faiblesse.

4) Le problème des alliances.

L'alliance électorale qui attend dans l'antichambre de la démocratie avancée se doit d'être représentative de l'ensemble des couches intéressées au futur contrat de gouvernement, c'est-à-dire de toutes les victimes de la politique « néfaste » des monopoles.

Mais l'Etat fort en brisant le jeu du lobby parlementaire est passé sur le corps de toutes les vieilles formations politiques qui tiraient leurs lettres de créance d'un perpétuel va-et-vient entre la petite et la grande bourgeoisie. Une social-démocratie malingre et un parti radical débile sont ces partenaires que le P.C. tente en vain de s'attacher. Le camouflet de mai-juin 68 leur fait actuellement rechercher des voies vers la droite mais même sans cela on peut douter qu'ils soient promis à un bel avenir dans les rangs de la démocratie avancée. Ils ne sont que le reflet d'une situation politique dépassée, et s'ils peuvent le demeurer si longtemps, c'est parce que le P.C.F. met beaucoup d'ardeur à donner quelque couleur à ces cadavres.

Ainsi non seulement l'alliance électorale nécessaire à l'instauration de la démocratie avancée n'est d'aucune réalité sur le plan pratique, mais encore le P.C.F. vise totalement à côté de son but en prenant des débris de la IV^e République pour les porte-paroles des couches qu'il voudrait rassembler.

5) Les conditions d'application du programme.

Opérée selon des voies pacifiques, l'application du programme de démocratie avancée exige des conditions nationales et internationales garantissant le caractère légal de l'accession au pouvoir du P.C.F. De fait, une situation politique sans effervescence sociale est indispensable au bon fonctionnement des opérations. Le rôle des masses dans cette « marche de la France vers le socialisme » doit nécessairement se limiter à un appui électoral massif du type de celui qui intervint à la veille de juin 36, ou aux présidentielles de 65. Mais toute action revendicative nationale toute campagne politique, tout facteur de tension internationale met en danger la stabilité des alliances contractées, en risquant à tout moment de bousculer les frontières assignées à l'Union de la Gauche.

Toutes les occasions favorables à l'émergence d'un mouvement de masse deviennent nuisibles à l'alliance électorale puisqu'elles échappent à l'allié bourgeois qu'on a eu tant de mal à ficeler au programme commun de gouvernement. Ce n'est pas au mouvement de masse de porter le P.C.F. au pouvoir mais aux électeurs. La voie d'accès au pouvoir est toujours barrée par une majorité électorale